

## L'École inclusive : le grand mensonge !

### Arrêt des recrutements d'AESH et saupoudrage des aides pour les élèves en situation de handicap.



C'est l'incompréhension et la colère qui montent dans les écoles et les établissements scolaires de Loire-Atlantique. L'annonce est tombée comme un couperet par un mail des inspecteur-trices de circonscription : arrêt des recrutements des personnels AESH dès le mois d'avril en Loire-Atlantique et dans toute l'académie et ce au moins jusqu'en septembre. L'argument invoqué : la Maison du Handicap a notifié beaucoup trop d'élèves depuis août 2021 ! Certes le nombre est en augmentation mais si la MDPH (Maison Départementale des Personnes en Situation de Handicap) statue comme légitime les besoins d'aides humaines pour les élèves, le recrutement d'AESH devrait être automatique. Visiblement ce n'est plus le cas. La DSDEN argue que l'enveloppe budgétaire allouée au recrutement des AESH est d'ores

et déjà consommée à ce stade de l'année. « Gouverner c'est prévoir » ! Cette maxime ne semble plus être celle de notre académie (rappel du non-remplacement des non-titulaires du 2<sup>ND</sup> degré en décembre 2020 et ces dernières semaines dans le 1<sup>er</sup> degré) ni d'ailleurs celle du ministère de l'Éducation Nationale quand il s'agit de donner des moyens !

### Des conséquences dramatiques sur le terrain pour les élèves et les personnels

Pour gérer la pénurie instituée, les consignes des inspecteur-trices aux coordonnateur-trices de PIAL est d' « optimiser » les AESH et de « prioriser » les besoins des élèves. Dans les faits, cela va se traduire par un saupoudrage d'heures d'accompagnement pour chaque élève et un « tri » des élèves entre ceux et celles qui seront prioritaires (les élèves bénéficiant d'une aide humaine dite individualisée soit les élèves à handicap physique) et les autres qui attendent l'augmentation d'heures de prise en charge, voire le droit à bénéficier de l'aide stipulée dans leur PPS (Projet Personnalisée de Scolarisation). Il y aura une mise en commun et une répartition des heures pour les élèves qui bénéficient d'une notification dite « mutualisée » avec pour conséquence pour certain-es d'une diminution importante des heures d'accompagnement. On mutualise, on rationalise, on déshabille Paul pour faire valoir le droit de Pierrette ! C'est inadmissible ! On le voit, l'important pour l'affichage auprès des familles, c'est que chaque élève en situation de handicap ait bien un accompagnement même de quelques heures et en dépit de tout projet d'accompagnement pédagogique, l'académie pense peut-être que cela ne se verra pas trop et que ni les personnels ni les familles ne râleront ! La mutualisation a des effets pervers : les élèves n'ont pas de quotas d'heures stipulé sur leur PPS de sorte que les familles ne peuvent pas se retourner contre l'institution tant que leur enfant a des heures, aussi faibles soient-elles.

Pour les AESH dans le cadre du PIAL c'est une dégradation encore plus importante de leurs conditions de travail et une perte de sens du métier. C'est un mépris de plus ! Elles et ils devront prendre en charge plus d'élèves, parfois sur des établissements scolaires différents.

Alors que les AESH ne participent jamais aux réflexions sur l'organisation, on les inviterait pour la première fois à s'exprimer et à prendre part à la discussion lors de réunions pour statuer des nouvelles répartitions puisqu'on demande aux équipes de « choisir » et aux conseils des maître-ses de faire des propositions de diminution de temps pour certain-es élèves qui auraient progressé pour permettre à d'autres d'avoir leurs droits.

### Un mécontentement qui monte et des mobilisations à venir

Cette annonce a fait l'effet d'une trainée de poudres et ça discute ferme sur les lieux de travail. Les collègues ne veulent pas être associé-es à cette mascarade d'École qui est de moins en moins inclusive et de plus en plus maltraitante ! Même si la journée de mobilisation nationale et intersyndicale du 5 avril a réuni peu de monde (une trentaine au rassemblement à Nantes), la réunion intersyndicale de l'après-midi à la maison des syndicats a permis l'expression du désarroi et de la colère des participant-es. Les collègues AESH, enseignant-es savent que la situation ne sera pas tenable et peut être même vite explosive. Des associations de parents d'élèves informées ne veulent pas en rester là non plus. Les collègues ont élaboré une stratégie de mobilisations pour informer le plus largement de cette situation et se sont donnés rendez-vous à la rentrée d'avril pour revendiquer une École inclusive avec des moyens et respectant les élèves et les personnels.